



Communiqué de presse De la fédération des travailleurs de la métallurgie CGT

Pour une sortie par le haut dans AIRBUS

Ce n'est pas la première fois que le groupe européen de l'aéronautique, de l'espace et de la défense, AIRBUS, se fait « épingleur » pour des fraudes financières. On se souvient, de l'affaire dénommée Clearstream dans laquelle EADS était impliquée, mais également celle dite de délits d'initiés qui avait valu le départ précipité de la tête du groupe, mais avec un bon « parachute doré » pour Noël Forgeard.

Le groupe est aujourd'hui plongé dans plusieurs instructions de pays différents (GB- F et USA) sur des transactions commerciales suspectes. L'ampleur de la crise est inégalée et se situe dans un contexte de concurrence exacerbée au niveau de l'aéronautique mondiale. D'après la presse, il s'agirait de pratiques commerciales frauduleuses de la part d'intermédiaires et d'inexactitudes dans certaines déclarations aux Etats-Unis concernant la vente de produits à l'étranger.

Les pénalités financières pourraient atteindre des niveaux tels qu'elles fragiliseraient AIRBUS avec des impacts induits pour toute la filière aéronautique européenne. En toute lucidité, dans ce monde de domination sans scrupule, on ne peut écarter l'hypothèse qu'il y ait des velléités outre-Atlantique de porter un coup décisif à cette puissance industrielle européenne.

En effet, des situations analogues, comme récemment à Alstom, ou également bien avant Technip ou Alcatel, ont amené à dépecer des entreprises possédant des atouts industriels majeurs pour la souveraineté et l'indépendance de l'Europe. Les procédures juridiques sont devenues de véritables outils de déstabilisation et de recomposition industrielle.

Elles traduisent le malaise de fond de toute une industrie qui s'éloigne d'une conception de réponse aux besoins de biens collectifs.

- Les changements de directeurs sans changement de stratégie ne permettront pas de réorienter la finalité du groupe Airbus, tête de pont de la filière aéronautique en France et en Europe ;
- La financiarisation de cette industrie est une plaie car elle s'opère au détriment de la R&T, des conditions sociales et environnementales ;
- Sans débat public sur le devenir, la gouvernance, les moyens que l'on veut pour cette filière nous ne sommes pas à l'abri de sa mise en péril.

Montreuil le 9 janvier 2018